



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle

5 au 11 août 2015

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

FOYERS DE TENSION

SECES : GREVE GENERALE, BOYCOTT DU BACCALAUREAT ET ANNEE BLANCHE

Le bras de fer entre l'Etat et le Syndicat des Enseignants Chercheurs de l'Enseignement Supérieur a pris une tournure différente. En effet, après les affrontements entre les étudiants et les forces de l'ordre ainsi que des débuts de rapprochements qui se sont avérés infructueux, le SECES a tenu une Assemblée Générale à l'issue de laquelle il a été décidé qu'il va procéder à une grève générale illimitée afin de dénoncer l'immobilisme du régime par rapport à ses revendications. Par conséquent, il a été annoncé que la participation des enseignants chercheurs aux examens du baccalauréat sera suspendue, aucun nouveau bachelier ne pourra intégrer les universités publiques et l'année blanche universitaire se confirme de plus en plus, en raison de la suspension des activités pédagogiques qui ne reprendront qu'une fois les revendications considérées par l'Etat. Le SECES a, par ailleurs, accordé un ultimatum d'un mois, plus précisément jusqu'à la fin du mois d'août, au pouvoir en place pour trouver une solution sinon les résolutions prises par le syndicat ne resteront plus au stade de menaces mais seront appliquées. Face à ces déclarations du SECES, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a fait part de son indignation, en reprochant notamment aux grévistes de ne pas respecter les termes des négociations déjà entreprises. Une apparition médiatique qui n'a d'ailleurs fait qu'accroître la frustration du syndicat qui a entrepris une seconde AG, dans les jours qui ont suivi. Les étudiants, pour leur part, commencent à s'impliquer de nouveau dans ce mouvement de revendications du syndicat des enseignants chercheurs, comme l'atteste la manifestation entreprise par les étudiants de l'Université de Barikadimy de Toamasina et de l'Ecole Normale Supérieure d'Ampefiloha, se traduisant par l'exposition de pancartes et l'incendie de pneus. L'objectif réside bien entendu dans la réclamation du retour de l'enseignement.

L'Assemblée générale tenue par le SECES et les résolutions adoptées à l'issue de cette dernière ont fait que le foyer de tension, que constitue la grève des enseignants chercheurs, figure de nouveau au centre de l'attention des médias. Quoi qu'il en soit, les chaînes ayant couvert cette AG, en l'occurrence Viva TV, TV Plus, MATV, Free FM et ANTSIVA n'y ont accordé qu'un traitement descriptif et impartial. Les quatre premières stations ont cependant œuvré de manière

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





à amplifier les tensions en mettant l'accent sur les résolutions prises par les grévistes, en l'occurrence le boycott du baccalauréat pouvant remettre en cause sa tenue et, l'année blanche universitaire qui se profile. Dans son traitement de la manifestation des étudiants de Barikadimy, **Viva TV** a fait preuve d'alarmisme dans la mesure où le discours tenu par la station tendait à ressortir le caractère violent que peuvent prendre les manifestations estudiantines. L'implication du pouvoir en place dans la gestion de cette situation de conflit, au niveau du traitement par les médias, est soit négative, soit marginale en ce sens que, l'unique réaction du gouvernement critiquant les initiatives des grévistes n'a pas réellement joué en sa faveur, encore moins pour son silence, voire son immobilisme.

CONTESTATIONS ELECTORALES : ENTRE ACCUSATIONS, MENACES ET INTIMIDATIONS

Les contestations électorales se multiplient dans toutes les régions de la Grande île, à l'image de la dénonciation de fraudes et d'irrégularités faite par le collectif des candidats à la mairie de Toliara qui, d'ailleurs dans son discours, dit se dégager de toute responsabilité si des troubles surviennent. A Toamasina, plus précisément dans la commune d'Amporoforo, il a été rapporté que des bulletins pré-cochés en faveur du candidat HVM ont été découverts. Questionné à ce sujet, ce dernier a tout simplement « séquestré » l'urne ainsi que les listes électorales pour ne proposer aux électeurs de procéder aux dépouillements que le lendemain matin. Mais la situation la plus tendue reste à Fianarantsoa, où les contestations sont à la limite d'affrontements entre partisans. Pour preuve, les candidats ayant échoué lors des scrutins municipaux ne cessent d'appeler à manifester dans les rues bien que les rendez-vous ont jusqu'ici ont été annulés. Des « milices » font leur apparition et materaient toute tentative de rassemblement populaire ou d'expression en public. Un certain Mamy Be serait à la tête de ces « gros bras » et serait à la solde du parti au pouvoir, selon la station **Viva TV**. L'antenne locale de la station a d'ailleurs subi une attaque armée dans la nuit du 7 août, tous ses matériels ayant été volés ou saccagés. Qui plus est, il a été rapporté que des menaces ont été proférées par ledit Mamy Be à l'encontre des journalistes de la chaîne avant que cette attaque ne survienne. Par ailleurs, il a également été précisé qu'un candidat conseiller maire du MAPAR dans la ville de Fianarantsoa a été non seulement menacé de mort mais surtout, giflé par un membre local du HVM.

*La situation du conflit électoral à Fianarantsoa a fait l'objet d'un traitement approfondi de la part de **TV Plus**, **Kolo TV** et **Viva TV**. En effet, si les deux premières stations ont invité des représentants des parties en conflit sur leur plateau, la dernière a consacré plusieurs reportages sur le sujet dans ses programmes d'information. On constate cependant une certaine partialité de la part de ces chaînes dans la mesure où seules les opinions d'un seul bord ont été rapportées, HVM pour la **TV Plus** car aucun invité du « camp adverse » n'a été sollicité sur le plateau de l'émission spéciale et MAPAR, pour **Viva TV** qui a uniquement accordé une couverture à la formation politique d'Andry Rajoelina et ses alliés. Cette dernière a par ailleurs*



d'une part, œuvré à aiguïser les tensions et d'autre part, fait preuve d'alarmisme. Pour preuve, elle a focalisé l'attention sur les abus, les menaces et les actes violents dont font l'objet son antenne locale à Fianarantsoa ainsi que les membres du bord politique d'Andry Rajoelina, le tout par le biais d'expressions particulièrement alarmantes : « une scène similaire à celle des pays en guerre », « les milices ont intimidé la population », « un conseiller MAPAR a été menacé de mort », « les journalistes de VIVA sont menacés par les gros bras de Mamy Be ».

PROPOS ILLEGITIMES

Les principaux propos illégitimes ont été essentiellement prononcés dans le contexte des contestations électorales, le plus souvent dans le cadre d'accusations de fraudes.

LE HVM ACCUSÉ DE TOUS LES MAUX

Le parti présidentiel est au centre de toutes les accusations de fraudes électorales, émanant notamment des politiciens et des journalistes. Il a cependant été constaté que **Viva TV** et **Kolo TV** constituent les principales chaînes ayant favorisé les discours illégitimes dont il a été la cible. Ainsi, le journaliste de la station **Viva TV** a déclaré, dans le Journal Télévisé, que « *le parti au pouvoir menace les juges des tribunaux administratifs pour que ces derniers changent les résultats de vote de la commune d'Antsiranana en sa faveur* », qu'à Fianarantsoa « *le HVM profite de la situation de confusion et du climat délétère pour détourner les suffrages dans presque 17 communes du district* » et à Mahajanga, « *le parti présidentiel a dépêché des individus chargés de détourner les voix obtenues par les formations politiques adverses* ». Si ces rumeurs relayées par la station visent principalement à ternir l'image du parti Hery Vaovao ho an'i Madagasikara, elles sont néanmoins susceptibles de semer des troubles. Aussi, **Viva** a largement donné la parole aux membres du MAPAR pour que ces derniers puissent justifier les contestations entreprises par la plateforme. A cette occasion, ils ont émis des propos belliqueux à l'encontre du HVM et du pouvoir en place qu'ils accusent de « *connivence dans les manœuvres visant à falsifier les résultats électoraux* ». Face à ces discours, la chaîne a fait preuve de complicité en ce sens que ces propos ont en réalité été utilisés pour répondre à une problématique émise dans le JT : « *qu'est ce qui amène le HVM à s'acharner contre les résultats favorisant le MAPAR ?* ». Toujours dans l'optique de prouver que le parti au pouvoir utilise les fraudes électorales pour parvenir à ses objectifs, **Viva TV** s'est enquis de l'opinion du parti MMM qui, par le biais d'un représentant, a indiqué que « *ses candidats ont remporté les élections dans plusieurs communes mais le HVM a modifié les résultats à sa guise, au détriment de ses derniers* ». Etant donné que ces propos ont été diffusés afin de soutenir l'hypothèse selon laquelle le parti au pouvoir entreprend des fraudes massives, la station a encore une fois fait montre de complicité. Interviewé par **Kolo TV**, le bureau politique du MMM a encore accusé le HVM de pratiques illégales en soutenant que « *des pots-de-vin ont été distribués afin de faire*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



gagner les candidats du parti présidentiel ». Face à cette diffusion de rumeurs, la station est restée spectatrice.

Au niveau du conflit électoral survenu à Fianarantsoa, des membres du HVM sont particulièrement pointés du doigt comme étant les principaux acteurs des supposés détournements de suffrages par le HVM, à savoir Mamy Be et Claudine Razaimamonjy. De nombreux propos illégitimes ont ainsi été proférés au niveau des critiques dont ils ont fait l'objet. Si le premier a fait l'objet de propos belliqueux de la part du chroniqueur de **Free FM** : « *Mamy Be est le fils de Ben Laden, c'est son héritier à Madagascar raison pour laquelle il ne craint rien, ni personne ! Il s'agit d'un djihadiste qui fait trembler Fianarantsoa !* », la seconde est la cible de rumeurs véhiculées par **Viva TV** « *une dame proche du couple présidentiel, en l'occurrence Claudine Razaimamonjy, s'active actuellement pour détourner les suffrages exprimés par les électeurs de Fianarantsoa* ».

DENONCIATIONS DE FRAUDES ELECTORALES

Bien que le HVM ait été la principale cible des accusations de fraudes électorales, les autres formations politiques, les autorités locales, l'Exécutif, la CENIT ainsi que la Communauté internationale ont également été pointés du doigt.

Pour preuve, les candidats à la mairie d'Arivonimamo ont accusé des chefs fokontany de la commune, dans le JT de **Kolo TV**, « *d'avoir procédé à une campagne en faveur d'un candidat le jour du scrutin mais également d'avoir distribué de l'argent* ». Sur la **TV Plus**, le député de Toliara I Razaha Tondraha a soutenu que « *des chefs fokontany ont distribué de fausses cartes d'électeurs pour qu'un candidat en particulier puisse remporter les scrutins* ». Les deux stations, ayant diffusé ces rumeurs sans avoir procédé à une vérification, sont restées inertes vis-à-vis de ces propos. Concernant toujours les rumeurs non vérifiées, **Kolo TV** a déclaré que « *de nombreux candidats tentent actuellement de corrompre les magistrats au niveau des tribunaux administratifs afin de détourner les résultats en leur faveur* ». Un cas de diffamation a été relevé sur la **TV Plus**, qui s'est tout simplement contentée de diffuser les propos, formulé par un candidat à la mairie de Toamasina à l'encontre de son homologue du MAPAR, en l'accusant notamment d'avoir soudoyé les autorités locales et procédé à un achat de voix : « *le jour du silence électoral, Elysée Ratsiraka a soudoyé les chefs de collectivités territoriales pour qu'ils fassent encore campagne en sa faveur et a distribué de l'argent aux électeurs* ».

Concernant l'Exécutif, le fait que ses ministres se soient fortement impliqués dans la campagne électorale lui a valu de nombreuses critiques, exprimées principalement par le biais de rumeurs. Ainsi la rédaction de **MaTV** a rapporté, sans aucune prise de responsabilité, les accusations faites par Pierre Houlder du MAPAR à l'encontre de l'Exécutif selon lesquelles « *toutes les anomalies et cas de fraudes électorales relevées sont à mettre sur le compte des ministres de*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



*l'actuel gouvernement, pour ne citer que le retrait des noms des milliers d'électeurs de la liste électorale, la délivrance d'ordonnance suspicieuse, la circulation de cartes d'identité et d'électeurs vierges et les changements des résultats électoraux ». La rédaction de **Kolo TV**, pour sa part, affirme avoir reçu différents rapports émanant des régions soutenant que « les ministres sont à l'origine des différents cas de corruption qui y ont été relevés ».*

La Communauté internationale et la CENIT ont été pris à parti par les politiciens, plus particulièrement les membres de la plateforme MAPAR. En effet, à travers un reportage diffusé dans le JT de **Viva TV**, un porte-parole du parti politique d'Andry Rajoelina a formulé des propos belliqueux à l'encontre de la C.I en général et de la représentante du PNUD en particulier et ce, pour faire part de son indignation contre les propos qu'elle a tenus : « *Madame Fatma Samoura n'a pas à se mêler des affaires internes du pays et encore moins, à imposer sa loi* », « *les représentants de la Communauté internationale au pays obligent les Malgaches à accepter les résultats d'un scrutin biaisé et entaché de fraudes. La C.I s'allie donc avec le HVM et se prononce en faveur de ce parti* », « *la C.I appuie le HVM dans les fraudes électorales* ». La rédaction de la chaîne s'avère être complice de ces propos belliqueux dans la mesure où ce reportage avait pour but de soutenir l'idée selon laquelle le MAPAR ne pliera pas devant les manœuvres dilatoires du HVM pour remporter les communales. Il en est de même pour les propos belliqueux prononcés par le politicien Sareraka du MAPAR à l'encontre de la Commission électorale, qui a affirmé sur la même station que « *la CENI-T est de connivence avec le HVM concernant ses magouilles et autres manœuvres en vue de remporter les élections* ».

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Site Web : www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

